

L'alliance Sarkozy-CGT



**LA CHRONIQUE DE
ÉRIC LE BOUCHER**

Relisez toute l'histoire du début du quinquennat et vous verrez en permanence affleurer la trame d'une alliance objective passée entre Nicolas Sarkozy, le président de la République, et Bernard Thibault, le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT). La pitoyable affaire Total cette semaine, la nomination d'Henri Proglio (le candidat de la CGT) à la tête d'EDE, la réforme des régimes spéciaux de retraite réalisée avec de très avantageux accommodements cédés aux bastions de la CGT, le changement de la représentation syndicale qui favorise les organisations les plus grosses, donc la CGT : la liste des gages donnés est longue.

Il y a beaucoup de raisons de fond qui soutiennent cette hypothèse. Les réflexes idéologiques d'abord. Nicolas Sarkozy donne souvent des signes d'une nostalgie de son enfance sur tout sujet, mais notamment sur l'idée du gaullisme. Son conseiller Henri Guaino vante le programme gaullo-communiste du Conseil national de la Résistance, et une lecture de la politique du Général consiste, en effet, à souligner l'« alliance » conclue entre lui et le PC (dont la CGT était le bras) pour repousser les socialistes et autres « représentants de la IV^e ». Une politique couronnée de succès jusqu'à l'arrivée de Giscard en 1974. Nicolas Sarkozy chausserait aujourd'hui les bottes du grand homme.

Le besoin politique ensuite. Ayant fait campagne sur un programme de « rupture » qui insiste sur l'adaptation de la France à la compétition mondialisée, il provoque, sitôt élu en mai 2007, une levée de boucliers des syndicats, qui veulent faire barrage « au passage en force ». Son autre conseiller proche, Raymond Soubie, a précisément pour fonction de déminer l'avancée des réformes en les négociant largement et directement avec les partenaires sociaux. Pourquoi avec la CGT plutôt qu'avec la CFDT, le partenaire précédent du pouvoir de gauche ou de droite ? A cause d'une réelle attraction de fond : le « travailler plus pour gagner plus » est naturellement plus proche de la CGT que de la CFDT.

Cette grande alliance Sarkozy-Thibault est évidemment ni officielle

(surtout pas) ni permanente, elle a ses heurts nombreux. Mais elle s'ancre dans la durée car elle est légitime. On l'a vu dans la crise, au cours de laquelle les concessions faites par le gouvernement, il y a un an, en faveur des chômeurs et des démunis ont déminé le terrain social devenu très dangereux. Le dialogue a permis d'éviter des embrasements et, sur le terrain, les SUD et autres représentants de l'extrême gauche ont été repoussés des usines occupées. L'anti-capitalisme ne donne pas du travail, la CGT et la CFDT, en position de négociation, si. La crise de 2009 aura été une sorte de 1995 à l'envers, une défaite des thèses de la lutte radicale et la victoire du réformisme. La logique sarkozienne est de favoriser le réformisme au sein de la CGT, il n'est pas sans y parvenir. C'est, pour la France, à mettre à son crédit.

Reste que cette politique néogaullienne présente deux gros désavantages. Le premier est son rapport qualité-coût. La réforme des régimes spéciaux de retraite, c'est maintenant établi, est passée mais elle est ruineuse pour l'Etat tant les concessions ont été trop nombreu-

Le « travailler plus pour gagner plus » est naturellement plus proche de la CGT que de la CFDT.

ses. Il faudra revenir dessus. Non sans grande difficulté, car la CGT se dira légitimement « flouée ». A EDE, on peut se demander si le coût du « deal » avec Veolia n'est pas le maintien en place de la quasi-cogestion avec la CGT.

Le deuxième désavantage est encore plus lourd. Le choix fait de moderniser la France avec le premier des syndicats, et non pas contre, relève d'une tactique légitime, mais elle éclaire aussi un certain type de modernisation que veut engager Nicolas Sarkozy. La CGT occupe des bastions que le président doit forcément ménager quand il faudrait les bousculer. Les raffineries de Total en sont un exemple très malheureux. La campagne pour les régionales ne justifiait pas que la CGT soit défendue sur une ligne aussi archaïque de sauvetage de raffineries surcapacitaires et déficitaires. Sauf à penser que le président est, plus encore qu'on ne le dit ici, d'accord au fond avec la CGT sur l'avenir industriel du pays. Ce serait alors très inquiétant. L'alliance Sarkozy-Thibault ne serait alors pas modernisante mais rétrogradante.

Eric Le Boucher est directeur de la rédaction d'« Enjeux Les Echos ».